

Le pari de la fraternité

Entretien avec Jacques Lecomte

Jacques Lecomte est docteur en psychologie, spécialiste de la psychologie positive. Il était intervenu lors de notre Assemblée Générale à Lille en 2013. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, en particulier : *La Bonté Humaine. Altruisme, Empathie, Générosité*, 2012, Éditions Odile Jacob.



Qu'est-ce que la fraternité ? Quelle différence avec l'empathie, l'altruisme, la solidarité ?

Les psychologues parlent beaucoup d'empathie, altruisme,... mais pas de fraternité. La compassion, l'empathie sont des termes souvent utilisés pour qualifier des relations à deux personnes, la fraternité donne une dimension plus sociétale et le mot est davantage employé par les sociologues. J'aime cette définition de la fraternité proposée par Jacques Attali : se réjouir de la réussite de l'autre. La présence du terme dans la devise républicaine montre que cela va au-delà de la relation interpersonnelle. La fraternité a donc une dimension sociétale et politique, mais je fais aussi une différence entre fraternité et solidarité. La fraternité est la charnière entre l'interpersonnel et le politique alors que la solidarité se réalise essentiellement par le biais de l'État : la redistribution des richesses, c'est une action de politique publique.

Quand on regarde sur internet, en nombre d'occurrences, la fraternité vient très loin derrière la liberté et l'égalité ; c'est le parent pauvre de la trilogie. La liberté est surtout privilé-

giée par la droite au nom du marché, l'égalité l'est par la gauche au nom de l'État. C'est à la société civile de porter et de privilégier la fraternité ; elle ne peut être fixée par des lois. Au nom du convivialisme¹, du mieux vivre ensemble, du bien-être social etc., on pourrait faire une politique de la fraternité. Il ne faudrait pas forcément légiférer même si des juristes ont travaillé sur la valeur de la fraternité. Avant l'aspect légal, ce sont d'abord des citoyens qui ensemble s'investissent au service du bien commun. C'est quelque chose qu'on ne pourra jamais imposer. On peut imposer des lois d'égalité, et même de manière un peu paradoxale sur la liberté, par exemple pour la liberté d'expression, mais pas sur la fraternité. Le rôle de l'État doit être de faciliter l'expression de la fraternité.

Pour donner un exemple, je travaille en ce moment sur la « psychologie positive au travail » et la finalité des organisations. On a longtemps dit que la finalité des entreprises était le profit mais on parle plutôt aujourd'hui de triple performance : économique, sociale et environnementale. Il y a donc eu amélioration en introduisant ces deux autres aspects, mais on considère toujours la

performance économique comme finalité, les deux autres devant être à son service. En fait il faut renverser la vapeur ! La performance économique n'est qu'un outil qui doit être au service des performances sociales et environnementales, et c'est cela la fraternité ! La finalité de l'organisation de l'entreprise, ce n'est pas le profit mais la fraternité ; c'est-à-dire créer à l'intérieur de l'entreprise un monde dans lequel les gens vivent et s'entendent bien et faire des produits respectueux de l'environnement au service du bien commun de la société. Avec cette perspective, la vision de l'entreprise pourrait changer complètement. Cela produirait un effet positif d'abord pour le bien-être de tous et *in fine* pour la rentabilité de l'entreprise mais aussi pour une certaine fraternité envers l'environnement, la terre, la planète... Cette sensibilité est aussi notre responsabilité avec le monde des vivants et va bien au-delà d'un strict respect.

La fraternité ne peut-elle s'établir que lorsqu'il y a risque, danger, urgence ?

Les situations de crise peuvent susciter de la fraternité, mais je ne pense pas que ce soit nécessaire. Elles

fraternité chrétienne et républicaine

peuvent d'ailleurs également susciter le repli. On se tourne vers une attitude solitaire ou solidaire. Les médias nous parlent surtout de la posture solitaire (montée de l'extrême droite par exemple) et pas assez de toutes les actions d'économie du partage, mouvances issues de la société civile, qui prennent de plus en plus d'importance. C'est un peu comme des rhizomes qui sont en train de s'infiltrer souterrainement et qui vont un jour sortir au grand jour.

Il est important de donner de la chair humaine aux expériences. On sera plus touché par l'épreuve d'une famille qui vient de subir un tremblement de terre que par l'annonce de quelques milliers de morts dans une catastrophe ou un conflit.

Si on tire trop du côté de la liberté ou de l'égalité, le résultat est déséquilibré ; la fraternité permet de relier les deux. J'ai une image d'une barque sur la mer, il y a la rame de la liberté et la rame de l'égalité. Avec une seule rame, on tourne en rond ! De plus, il faut la source d'énergie qu'est la fraternité ! Le rôle de l'État est de faciliter la fraternité. Par exemple, à l'école, on sait que l'apprentissage coopératif marche beaucoup mieux que l'apprentissage compétitif en termes de respect des autres, de développement des connaissances, de respect des enseignants... Dans la politique de l'éducation on pourrait très bien envisager que l'État diffuse des informations non pas afin d'imposer l'apprentissage coopératif mais d'y inciter très fortement.

Autre domaine d'application : la justice. Dans un article sur la justice restauratrice, j'ai montré qu'elle fonctionne beaucoup mieux que la justice pénale traditionnelle car elle facilite des relations d'empathie, de respect réciproque, de compréhension en particulier de l'agresseur vis-à-vis de sa victime.

Autre thème encore : l'environnement. Évoquons la dépollution du Rhin : on peut aujourd'hui s'y bai-

gner alors que c'était une poubelle à ciel ouvert il y a 30 ans. Cela s'est fait parce que les gouvernements ont rassemblé les trois parties : les industriels (la vallée du Rhin est une des zones les plus industrialisées du monde), les écologistes et les agences de l'environnement et aujourd'hui le Rhin est propre. On a fait se rencontrer les gens au lieu de les laisser se considérer comme ennemis ! Le rôle de l'État est de faire émerger la fraternité en facilitant les rencontres.

Il faut éviter de penser que ceux d'une catégorie différente, par exemple les patrons pour les ouvriers ou inversement, sont foncièrement mauvais et irrécupérables. Je pense qu'en tout être humain il y a une capacité au bien, ce qui ne veut pas dire être naïf... mais partir avec l'idée de parier sur la sincérité de part et d'autre. Lorsque quelqu'un a fait des choses répréhensibles, il faut les dénoncer évidemment et en tenir compte pour l'avenir. La fraternité, c'est un pari de confiance lucide sur l'autre... et sur soi-même. Il faut changer notre vision de l'être humain... J'aime beaucoup cette phrase de l'Évangile : « *Comment vois-tu la paille dans l'œil de ton voisin alors que tu ne vois pas la poutre qui est dans le tien ?* » L'autre est au moins aussi bon que moi ! Il faut faire confiance en la capacité de l'autre de vouloir agir pour le bien commun.

Je suis optimiste et j'ai une énorme confiance dans la génération qui monte car elle a développé un art de la coopération et du partage au quotidien, notamment les étudiants qui travaillent en réseau grâce aux courriels et à internet.

Que peut-on attendre de la psychologie positive pour plus de fraternité ?

Je fais le pari que dans 5 à 10 ans nous pouvons passer de manière globale pour la France et pour le monde à une société de fraternité.

C'est un optimisme d'action, et non d'attentisme, ça peut exister si on se met au travail. Les mentalités et les comportements, notamment autour du numérique, changent, la société civile s'exprime beaucoup, on en est au début mais on peut arriver à un point d'inflexion qui rendra le monde plus solidaire et fraternel. La fraternité implique l'action et ne demande pas la pitié... ou la condescendance.

Nous devons sortir de la confusion entre pouvoir d'action sur le monde et pouvoir de domination sur les autres. Notre monde attend des gens qui ont un immense désir de pouvoir d'action ou de transformation positive mais qui n'ont aucun goût pour le pouvoir de domination sur les autres. Alors n'ayons pas peur d'être responsable d'entreprise, d'être responsable politique : cela ne veut pas forcément dire que l'on a un goût pour dominer les autres ! Ceux qui sont à la tête n'ont pas systématiquement le goût du pouvoir de domination. J'ai rencontré des patrons formidables, modestes mais avec une ambition folle, pas celle de la croissance à tout prix, mais celle du bien commun. Un tel responsable pousse en avant ses partenaires mais pas lui-même ! Cela est aussi source de fraternité, il ne faut pas attendre que tout vienne de la base.

La société civile a son rôle à jouer, les dirigeants politiques et économiques aussi. Si ces trois facettes se réunissent autour du concept de fraternité alors tout peut changer en mieux !

Au final, je résumerai mon propos en disant que l'empathie et la fraternité, cela fonctionne dans tous les domaines : la culture, la politique, l'économie, les relations internationales...

Propos recueillis par Jean-Pierre Schmitz
et transcrits par Françoise Gaudeul

¹Caillé A. (dir.) (2011), Pour un manifeste du convivialisme, Lormont, Éditions Le bord de l'eau.